

Kleine Anfrage Germanier. Weinmischungen (Beilage Nr. 30a).
Question écrite Germanier. Coupage de vins (Annexe n° 30b).

An den Bundesrat = Au Conseil fédéral.

40/5889 n Finanzhaushalt des Bundes. Uebergangsordnung
 (Differenzen).

(s. Stenographisches Bulletin S. 512 - 521).

40/5889 n Régime transitoire des finances fédérales
 (divergences).

(v. Bulletin sténographique p. 512 à 521).

110/5802 - Interpellation Gressot. Verbot von Vorträgen und
 Büchern.

Interdiction de conférences et
 de livres.

× 110. (5802) Gressot, vom 14. März 1950.

Seit einiger Zeit erlässt der Bundesrat eine ganze Reihe von Verboten, sei es von Vorträgen oder von Büchern.

Nach welchen Kriterien verfährt er hierbei?

Ist er nicht der Auffassung, dass solche Verbote in normalen Zeiten eine Ausnahme bilden müssen und man mit ihnen vorsichtig umgehen sollte?

Die Interpellation wird unterstützt von den Herren:

Bordoni, Cottier-Genf, Cottier-Lausanne, de Courten, Duft, Herren, Lovis, Perrin-La Chaux-de-Fonds, Petitpierre, Pidoux, Schmid-Zürich, Torche. (12)

× 110. (5802) Gressot, du 14 mars 1950.

Depuis quelque temps, le Conseil fédéral procède à toute une série d'interdictions, soit de conférences, soit de livres.

Sur quels critères se base-t-il à cet effet?

Ne pense-t-il pas qu'en temps normal, de telles interdictions doivent constituer une exception et n'être décrétées qu'avec prudence?

La demande d'interpellation est appuyée par MM.:

Bordoni, Cottier-Genève, Cottier-Lausanne, de Courten, Duft, Herren, Lovis, Perrin-La Chaux-de-Fonds, Petitpierre, Pidoux, Schmid-Zürich, Torche. (12)

M. Gressot : Le 14 mars 1950, j'ai déposé sur le bureau de notre conseil le postulat suivant que plusieurs de mes collègues ont bien voulu appuyer: (v. ci-dessus).

En vertu de l'arrêté du Conseil fédéral du 24 février 1948, les étrangers qui ne sont pas en possession d'un permis d'établissement ne peuvent prendre la parole, sur un sujet politique, lors des assemblées publiques ou privées qu'avec une autorisation spéciale du département de justice et police. Cette autorisation doit être refusée s'il y a lieu de craindre que la sûreté extérieure ou intérieure du pays ne soit mise en danger ou que l'ordre soit troublé.

Or, on assiste, depuis quelque temps, à des interdictions quasi systématiques qui ne paraissent même pas s'inspirer des principes de l'arrêté du 28 février 1950.

Je dis bien "interdictions systématiques" et je le prouve en citant les refus d'autorisation de parler opposés à MM. Roger Garaudy, Louis Saillant, Georges Soria, Simone Bertrand et Nguyen Xuan Lai, aux généraux français Catroux, Petit et de Lattre de Tassigny, au journaliste Ilya Ehrenburg enfin, le dernier en date de ces refus.

Ces interdictions, Messieurs, se justifient-elles toutes au titre du maintien de la sécurité intérieure et extérieure et du trouble que les paroles de ces conférenciers eussent pu occasionner?

Poser la question, c'est en donner la réponse.

Avouez qu'on ne saurait comparer, par exemple, un de Lattre de Tassigny - qui a rendu de précieux services à notre pays, en 1945 - avec un envoyé du Vietminh qui n'est que l'agent d'un mouvement révolutionnaire.

Le général de Lattre de Tassigny devait faire une série de conférences sur ses "Souvenirs de guerre" dans plusieurs villes suisses. Sur les instances de nos autorités, il y a renoncé. Le Conseil fédéral n'exagère-t-il pas dans son touchant souci de vouloir nous préserver de tout contact avec des idées et des doctrines qu'il juge périlleuses pour la santé nationale? Le peuple suisse n'est-il pas capable de se former une opinion par lui-même

sans tomber dans les panneaux qu'on voudrait lui tendre? En outre, les "Souvenirs de guerre" du général de Lattre de Tassigny, dont je le répète, personne n'a oublié la noble attitude qu'il eut à notre égard durant la guerre, peuvent-ils mettre la Suisse en danger?

Le cas de Nguyem Xuan Lai apparaît tout autre et la mesure prise par nos autorités à son encontre - je l'approuve - relève non pas de la liberté d'opinion, mais de la plus élémentaire courtoisie internationale. Que Nguyem Xuan Lai pose les problèmes franco-vietnamiens, dans son pays ou en France, je n'y vois aucun inconvénient, mais invoquer nos libertés démocratiques - même sous le patronage popiste - pour lui permettre de se livrer à sa propagande chez nous, c'est commettre un de ces contre-sens doublé d'une imposture, dont sont coutumiers les démocrates avancés!

Imagine-t-on un exilé de Lettonie prenant la parole en public chez nous pour protester contre le joug soviétique? Quel concert de vociférations dans les rangs de l'extrême gauche qui, elle, a pris parti contre les interdictions du Conseil fédéral en matière de conférences ... à sa façon, bien entendu, voulant faire parler le général Petit, par exemple, mais faire taire le général de Tassigny. Son sens de la liberté dirigée ne surprendra d'ailleurs personne, car on sait que sa doctrine est celle des contraintes de toute nature. Elle n'en est pas à une près!

Sans doute viendra-t-on nous dire que dans le cas de Lattre de Tassigny, par exemple, il s'agit de neutralité, vu sa situation actuelle dans les organismes internationaux de l'ancien chef de la lère armée française. Ce même raisonnement peut être appliqué à d'autres cas. La neutralité a bon dos. Cette neutralité peut-elle être compromise, par exemple, par le simple récit des campagnes de la lère armée française, sous prétexte que le général de Lattre de Tassigny est commandant en chef des armées de terre de l'Union occidentale? Mais alors il faudrait interdire à tous les fédéralistes européens le territoire de la

Confédération ou le droit d'y prendre la parole, à tous les fédéralistes européens, M. Spaak lui-même en tête!

Un journaliste français, Henri Bénazet, dans l'Aurore du 9 mars 1950 constate que bien qu'il soit pénible de voir au pays de Guillaume Tell proscrire le récit des faits d'arme français dans la guerre de la Libération, cette mesure pourrait à la rigueur s'expliquer. La composition raciale du peuple suisse, écrit-il, pour les 3/4 d'origine germanique, doit, en effet, inciter ses dirigeants à la prudence. Mais ce n'est pas cet argument, ajoute-t-il, qui a poussé les autorités fédérales à demander au général de Lattre de Tassigny de renoncer à ses conférences en Suisse. Berne redoute non point les réactions de certains auditoires alémaniques, mais la colère de Moscou!

Cet observateur, aurait-il raison?

Dans tous les cas, il est un fait combien certain, c'est que la méthode du département fédéral de justice et police procède, en réalité, d'une politique de balance, d'une politique de compensation dans les interdictions et cela, à mon avis, est proprement inadmissible et intolérable.

Le ministère public fédéral, en effet, dans une circulaire du 3 mars 1950, précédée d'une autre du 28 février de la même année, adressée aux autorités supérieures de police des cantons, m'en donne la preuve. Il est notamment précisé dans la circulaire du 28 février 1950 ceci: "Les demandes d'autorisation de prendre la parole pour Roger Garaudy, Louis Saillant, Simone Bertrand, Nguyem Xuan Lai sont rejetées. Aucune autorisation de ce genre ne doit être accordée à des orateurs extrémistes étrangers jusqu'à nouvel ordre. Le qualificatif d'extrémiste s'applique en premier lieu aux communistes ainsi qu'aux nationaux socialistes et aux fascistes pouvant éventuellement faire encore leur apparition." Et on ne dit pas qu'il s'applique à des mili-

taires tels que le général de Lattre de Tassigny. "Si, au cours de l'examen d'une des demandes vous doutiez qu'il s'agisse d'un orateur extrémiste, nous nous tenons, continue la circulaire, à votre disposition pour éclaircir ce point".

Ce qualificatif d'extrémiste s'applique donc aux communistes, aux nationaux socialistes, aux fascistes. Un point c'est tout, d'après la circulaire du ministère public fédéral.

Mais voici des précisions dans celle du ministère public fédéral du 3 mars 1950: "Il serait injuste, dit cette circulaire, de prendre des mesures restrictives envers une catégorie particulière d'étrangers d'une part, et, d'autre part, de laisser jouir une autre catégorie d'étrangers, par exemple, les généraux français, d'une liberté d'action quasi absolue".

Monsieur le Président et Messieurs, je m'élève contre des critères de ce genre dans les interdictions décrétées par le Conseil fédéral et je proteste vivement contre une telle méthode. Qu'on interdise certaines conférences pour des motifs justifiés, d'accord. Mais qu'on s'y oppose pour les motifs indiqués dans la dernière circulaire du ministère public fédéral, je ne comprends plus.

D'ailleurs, la réaction de l'opinion publique a dû montrer au Conseil fédéral qu'il faisait fausse route et la campagne de Pierre Béguin, notamment, dans la "Gazette de Lausanne" - campagne qui va cependant trop loin, à mon avis, - de même que celle de mes confrères, correspondants parlementaires aux grands journaux de la Suisse romande et alémanique - et l'écho suscité par de tels articles - ont dû ouvrir les yeux du département de justice et police.

Au surplus, ces interdictions ont suscité, dans quelques parlements cantonaux, d'intéressants débats, notamment dans ceux de Neuchâtel et de Vaud. Et l'Association suisse des conférences de langue française a cru devoir très justement protester à son tour contre de telles interdictions, tout en chargeant son comité d'intervenir auprès des autorités fédérales. Et voici une copie de la lettre de cet organisme de défense de la langue française dans notre pays:

"L'Association suisse des conférences de langue française, réunie en Assemblée générale le 3 juin 1950, à Berne, a discuté le problème des interdictions de conférenciers étrangers et se permet de s'adresser respectueusement à vous pour vous communiquer le résultat de ses délibérations.

Notre Association tient tout d'abord à déclarer qu'elle n'entend en aucune façon intervenir dans un domaine qui n'est pas le sien et qu'elle reconnaît que le Conseil fédéral et les gouvernements cantonaux ont le droit et le devoir de veiller au maintien de l'ordre public. Mais elle se demande en même temps si l'interdiction de certains conférenciers étrangers tend réellement au but recherché et si elle n'a pas pour effet de créer dans le public un sentiment de malaise peu compatible avec la liberté de parole et la maturité politique qu'on reconnaît au peuple suisse.

Pour ce qui concerne l'Association suisse des conférences de langue française, les mesures touchant les généraux de Lattre de Tassigny et Catroux n'ont pas laissé de provoquer dans de nombreux milieux de notre pays une déception et même un mécontentement, que nous ne pouvons que déplorer. Le premier de ces officiers supérieurs, traitant d'un sujet purement militaire et historique, a été prié d'interrompre sa série de conférences. Quant au général Catroux, qui avait vu le résumé de sa conférence approuvé par l'un de vos services, il n'a pas reçu l'autorisation de s'adresser aux auditeurs de notre pays. Or, ces exposés d'une parfaite objectivité étaient attendus partout avec le plus vif intérêt et là où le général de Lattre a pu parler, il l'a fait avec un tact et une réserve dignes d'éloges et il n'a eu que des louanges pour notre pays.

Au moment où elle organise sa saison 1950 - 1951, notre Association vous serait extrêmement reconnaissante de bien vouloir préciser la position de l'autorité dans le domaine des conférences, car elle a connu des difficultés considérables ces derniers mois et elle a subi, du fait de l'interdiction de certains conférenciers, un préjudice moral et matériel des plus graves."

Et le sentiment unanime se traduit dans ce jugement que les interdictions systématiques - je dis bien systématiques, car certaines interdictions occasionnelles ou exceptionnelles se comprennent - de la participation d'étrangers à des manifestations publiques aboutissent à des actes contraires à la liberté d'opinion et à nos traditions démocratiques. "Il apparaît toujours dangereux",

s'écriait au Grand Conseil vaudois M. le chef du département de justice et police, "de prendre des décisions de principe par trop absolues et c'est dans cet esprit que le département de justice et police avait été le premier à saluer avec satisfaction la disparition des interdictions de partis et du contrôle des assemblées politiques."

Oh! certes, il est des agitateurs étrangers qui se déguisent en colombe de la paix; il est des incendiaires, comme je le disais lors de la dernière session, qui revêtent trop souvent l'habit de pompiers. Mais est-ce une raison de frapper d'une interdiction absolue tous les étrangers et d'instituer un système de contre-poids entre ceux de gauche et ceux de droite?

Je ne veux point prétendre que la tâche du département de justice et police ne soit pas délicate et ardue.

La question se pose toutefois de savoir si le mode des interdictions systématiques convient le mieux à notre pays pour lui éviter des complications d'ordre intérieur, alors que notre peuple a assez de bon sens pour faire la part des choses, celle des paroles comme celles des faits. Quelle humiliation ce serait pour nous que d'avoir moins confiance en sa sagesse qu'en la puissance persuasive des paroles d'un Léon Nicolle, d'un Vincent ou de leurs amis? Une telle méthode ne traduit-elle pas une injuste méfiance et une offense gratuite à sa dignité?

Ce mode d'interdictions systématiques nous fera-t-il respecter davantage par l'étranger? Je pense au contraire que nous serons plus et mieux considérés si nous restons fidèles à nous-mêmes que si nous cédon à la pente naturelle de ce temps qui conduit à l'arbitraire, aux méthodes policières et au bout du compte à l'oppression de toute pensée libre. Il ne faudrait quand même pas poignarder notre neutralité sous prétexte de la défendre.

Et j'entends associer aux interdictions de conférences, l'interdiction de livres, notamment de celui de Degrelle: "La Cohue de 1940". Messieurs, ce personnage ne m'est pas plus sympathique à moi qu'à vous-mêmes. Cependant, là encore, quel

critère pour défendre en Suisse la publication de ses mémoires?

A-t-on interdit les mémoires de Dumoulin, d'Alfieri, de Serrano, Suner, de Laval, qui contiennent mille remarques plus ou moins aimables sur les personnages de l'époque? A-t-on interdit les mémoires du Comte Ciano? A-t-on interdit les mémoires de de Man et le réquisitoire de Kravchenko dans "J'ai choisi la liberté" contre le gouvernement et le régime actuel en Russie? A-t-on interdit les mémoires de Paul Reynaud et son fameux jugement sur le "roi félon"? Tous ces livres n'ont-ils pas libre cours en Suisse? Pourquoi alors interdire les mémoires de Degrelle? A une époque où les passions politiques se sont beaucoup calmées en France et en Belgique, le ministère public fédéral a interdit en Suisse un livre qui n'est certes pas plus violent que maints autres publiés chez nous il y a quelques années. Léon Degrelle est condamné à mort comme d'autres auteurs français édités par d'autres maisons d'édition suisse. Léon Degrelle n'est pas criminel de guerre comme Goebbels, dont le journal a été édité à Genève. Le livre de Degrelle "La Cohue de 1940" aurait-il été interdit parce que portant le poison de la doctrine nazie ou parce qu'il signe quelques hommes politiques tels que Spaak et de Man, par exemple, dans des cadres que nous ne leur connaissions pas ou parce que Staline y est démasqué? Ou parce qu'il porte des accusations peut-être désagréables contre la justice de notre pays et dont je me permets de vous citer un exemple pris à la page 188:

"De Man s'était retiré en Suisse. Imposer son extradition eût été relativement simple. Les polices belge et alliées obtinrent bien qu'on refoulât de Suisse ma malheureuse femme, mère de cinq jeunes enfants, et dont toute l'activité publique s'était bornée à adresser, en 1941, deux messages de réconfort aux épouses et aux mères de nos volontaires du front de l'Est. N'empêche qu'on la repoussa de Suisse pour

la livrer aux Alliés, elle, jeune femme sans défense, portant dans ses bras son dernier bébé âgé de huit mois. Elle écopa de dix années de prison, n'essaya même pas d'appeler de ce jugement monstrueux, écrasée par la haine et la vengeance.

De Man, divorcé, sans charges de famille, contre qui on pouvait avec une extrême facilité, rassembler des accusations de droit commun, put - tant mieux pour lui! - demeurer en Suisse, continuer à faire du ski, à se brunir au soleil et à filer l'amour avec une Suissesse charmante qu'il épousa promptement sur place, en secondes noces.

Pourquoi cette immunité étrange, ce silence, alors qu'on rejetait impitoyablement du même pays une jeune mère vouée, par le fait même, aux plus lâches représailles?

Pourquoi un jeune intellectuel comme Jean-Hérolf Paquis, chroniqueur de la Radio française sous l'occupation, était-il livré par la Suisse (il fut fusillé à Paris peu après), alors qu'un ministre d'Etat comme de Man, qui avait assumé des responsabilités politiques mille fois plus grandes que celles de ce modeste écrivain, pouvait, lui, repiquer en paix, au bord des lacs fleuris, une seconde jeunesse?"

Le livre de Degrelle est admirablement écrit et j'ai eu l'impression, en le lisant, qu'il constituait un très intéressant document historique.

Et puis comment a-t-on traité l'éditeur de ce livre, honnête citoyen suisse, jeune dans la profession? Convocation à la police, où il est questionné pendant des heures, obligation de signer des pièces dont il ne peut obtenir de duplicata, perquisition chez lui, etc., à croire qu'il s'agissait d'un véritable criminel. Tout cela pour un séquestre provisoire effectué le 3 février et au sujet duquel le Conseil fédéral devait prendre position définitive dans les huit jours. Or, 4 mois et demi plus tard l'éditeur Robert Crausaz n'avait encore reçu aucune communication directe et officielle du ministère public fédéral concernant cette affaire: Le Conseil fédéral ne s'est prononcé que le 5 juin 1950 sur un séquestre définitif, notifié à l'intéressé le 6 septembre.

Pendant la guerre, la censure aurait autorisé ou non la publication de ce livre: les éditeurs eussent su à quoi s'en tenir avant d'engager des frais d'édition.

Aujourd'hui, sur simple intervention du gouvernement belge, ainsi qu'en faisait foi une dépêche de l'Agence télégraphique

suisse qui n'a jamais été démentie, on opère un séquestre provisoire et on laisse l'éditeur moisir pendant de longs mois.

Dans un pays qui s'honore des plus belles traditions de tolérance, n'est-il plus possible de donner le jour à un ouvrage qui apporte sa contribution à l'histoire d'une époque troublée par la publication, non d'un manifeste politique, mais de documents historiques sans que diverses interventions extérieures nous imposent d'accablantes humiliations?

M. de Steiger est-il jaloux des méthodes appliquées en pays totalitaires et entend-il, par les siennes, rivaliser avec elles?

Je ne veux pas parler de la brochure de Caton "La lutte finale", interdite sur notre territoire parce-que contenant des menaces - qui ne sauraient être tolérées - contre des Etats étrangers.

Je me résume, Monsieur le Président et Messieurs, en cette appréciation de Pierre Béguin:

"L'attitude de nos autorités est dangereuse. Celles-ci se sont engagées dans un engrenage où "nous finirons par voir broyées nos libertés et annihilées nos possibilités d'information".

"Où cette manie des interdictions nous conduira-t-elle finalement? A un repliement anémiant sur nous-mêmes, à une tutelle généralisée sur les esprits, à une véritable castration intellectuelle".

"Il en sera ainsi si l'on persiste à donner à la police le pouvoir de contrôler la vie politique et les échanges d'idées. Nous éviterons ces conséquences intolérables, si nous en revenons à un principe que nous n'aurions jamais dû abandonner: c'est qu'un homme, suisse ou étranger, n'a jamais à rendre compte de ses idées et de ses convictions, mais de ses seuls actes; c'est - en d'autres termes - que la loi doit réprimer des délits bien définis, mais que la police n'a jamais le droit d'in-

voquer l'intérêt supérieur du pays pour multiplier systématiquement les mesures arbitraires."

Une question se pose encore: les interdictions de ces derniers temps ne dépassent-elles pas, jusqu'à un certain point, la compétence du Conseil fédéral? Et les cantons n'ont-ils rien à dire dans ce domaine? Ne leur appartient-il pas d'accorder ou non le droit de parole aux orateurs étrangers? Et si, concernant les personnalités politiques, le département de justice et police doit être consulté et peut donner des directives, n'en abuse-t-il pas? Ne doit-il pas intervenir qu'exceptionnellement et la décision n'en demeure-t-elle pas dans les compétences des cantons?

J'ai terminé et je souhaite que mon interpellation permette au Conseil fédéral de s'expliquer clairement sur le problème des interdictions et de redresser éventuellement la véritable conception suisse de la liberté qu'il donne l'impression de mettre en veilleuse, sous le prétexte d'une sécurité quelque peu peinte en noir et d'une neutralité quelque peu déviée de sa véritable signification; qu'elle lui permette surtout d'appliquer une politique enfin cohérente en la matière.

Beantwortung der Interpellation Gressot

vom 14. März 1950

durch Herrn Bundesrat Ed. v. Steiger.

Als in den 30er Jahren Hitlerdeutschland die Schweiz immer mehr mit sogenannten "Reichsrednern" zu überschwemmen suchte, fasste der Bundesrat am 3. November 1936 gestützt auf Art. 102, Ziffer 2 - 10, der Bundesverfassung einen Beschluss, wonach politische Vorträge von Ausländern einer Bewilligungspflicht unterstellt wurden. Fremde, die sich an die auferlegten Bedingungen nicht hielten, waren nach Art. 70 der Bundesverfassung auszuweisen. Damit konnte die nationalsozialistische Propagandatätigkeit in der Schweiz durch ausländische Redner erheblich, wenn auch nicht ganz, eingeschränkt werden. Es gab noch Vorfälle genug, die zu berechtigten Beanstandungen Anlass gaben.

Am 30. Oktober 1946 stellte die Polizeidirektion des Kantons Zürich den Antrag, dieser Bundesratsbeschluss sei aufzuheben, da "nur selten mehr ausländische politische Redner Bewilligungsgesuche eingereicht hätten". Eine Umfrage bei den Kantonen ergab, dass die meisten von ihnen mit einer vollständigen Aufhebung nicht einverstanden waren, dagegen die Meinung vertraten, die Bewilligung sei, Ausnahmen vorbehalten, von den Kantonen in ihrer eigenen Souveränität zu erteilen. In diesem Sinne äusserte sich namentlich auch das Justiz- und Polizeidepartement des Kantons Waadt mit Schreiben vom 18. Dezember 1946.

Der Bundesrat fasste daraufhin, wiederum gestützt auf Art. 102, Ziff. 8 - 10, der Bundesverfassung, am 24. Februar 1948 einen neuen Beschluss. Danach

dürfen Ausländer, die keine Niederlassungsbewilligung besitzen, an öffentlichen oder geschlossenen Versammlungen nur mit besonderer Bewilligung über ein politisches Thema reden.

.....

Die Bewilligung ist zu verweigern, wenn eine Gefährdung der äussern oder innern Sicherheit des Landes oder Störungen von Ruhe und Ordnung zu befürchten sind.

Die ausländischen Redner haben sich jeder Einmischung in innerschweizerische politische Angelegenheiten zu enthalten.

Ueber die Bewilligung entscheidet die für den Versammlungsort zuständige Kantonsregierung oder die von ihr bezeichnete kantonale Amtsstelle. Der Entscheid der Kantonsregierung ist endgültig.

Der Bundesrat behält sich vor, für die Kantone verbindliche Richtlinien über die Zulassung ausländischer Redner zu erlassen oder im Einzelfall selbst über die Zulassung oder Ablehnung eines ausländischen Redners zu entscheiden.

Ausländer, die dem Beschlusse zuwiderhandeln oder die aufgestellten Bedingungen nicht einhalten, können fremdenpolizeilich weggewiesen oder bei schwerer oder wiederholter Zuwiderhandlung gestützt auf Art. 70 der Bundesverfassung oder Art. 10 des Bundesgesetzes vom 26. März 1931 ausgewiesen werden.

Die Strafverfolgung wegen Verletzung bestehender Strafbestimmungen bleibt vorbehalten.

Seit dem 1. März 1948 haben somit grundsätzlich die Kantone über die Zulassung ausländischer Redner entschieden. Es zeigte sich aber, dass, wenn Propagandaredner in die Schweiz kamen, eine einheitliche Praxis nicht leicht durchzuführen war. Da derartige Redner oft planmässig vorgehen und sich nicht auf ein Auftreten an einem einzigen Ort zu beschränken pflegen, wünschen die zuständigen Stellen der einzelnen Kantone zu wissen, was der Nachbarkanton tun werde. Naturgemäss wurden deshalb die Bundesbehörden um ihre Meinung befragt.

So sah sich der Bundesrat im September vergangenen Jahres auf Ansuchen verschiedener Kantone veranlasst, sich mit dem Fall des französischen Generals Petit zu befassen. Dieser wollte auf Einladung der Gesellschaft "Schweiz - Sowjetunion" eine Reihe von Vorträgen über das Thema "Was ich in Moskau sah" halten.

Die Beantwortung der Kleinen Anfrage Jeanneret vom 27. Oktober 1949 bot Gelegenheit, die Gründe für die Verbotsmassnahme darzulegen. Der Bundesrat wies darauf hin, dass er nichts dagegen einzuwenden habe, "wenn ein Ausländer, welcher ein Land kennt, über ein dieses Land betreffendes Thema als qualifizierter Redner" objektiv und nicht im Sinne einer einseitigen politischen Demonstration spreche. Bekannterweise entspreche aber die Haltung und Aktivität des französischen Generals Petit der der Kommunisten. "Nach den Erfahrungen", hiess es weiter wörtlich, "die mit ausländischen Kommunisten gemacht wurden, musste erwartet werden, dass nicht ein objektiv gehaltener Vortrag geplant war, sondern eine politische Demonstration, an der in öffentlichen Versammlungen für den Kommunismus Propaganda gemacht werden sollte. Eine derartige politische Tätigkeit kann jedoch Ausländern auf Schweizer Boden nicht gestattet werden."

Zu Beginn des Jahres 1950 gelangte eine ganze Reihe ausländischer Redner der linksextremistischen kommunistischen Richtung mit Gesuchen an die kantonalen Regierungen. Hier ging es offensichtlich um eine wohlvorbereitete Offensive.

So teilten die Justiz- und Polizeidepartemente der Kantone Waadt und Genf mit, dass die "Partisans de la Paix" in Genf und Lausanne öffentliche Veranstaltungen durchführen wollten, an denen der militante französische Kommunist Roger Garaudy über "La lutte pour la paix et les armes atomiques" sprechen werde.

Die Justiz- und Polizeidepartemente beider Kantone überwiesen die eingereichten Gesuche der Bundesanwaltschaft zur Stellungnahme. Diese empfahl den Kantonen, die Redegesuche abzulehnen. Mit Schreiben des Justiz- und Polizeidepartementes des Kantons Waadt vom 2. Februar d.J. sowie des Kantons Genf vom 3. Februar wünschten die kantonalen Amtsstellen den Entscheid des Bundesrates, weil die Angelegenheit interkantonale und damit gesamtschweizerische Bedeutung habe. Die beiden kantonalen Departemente empfahlen überdies Ablehnung der Redebewilligung.

Weitere Gesuche führten zu gleichen Situationen. Es zeigte sich deshalb als zweckmässig, dass, durchaus in Uebereinstimmung mit kantonalen Regierungen, vorübergehend der Bundesrat selbst einen Entscheid traf. Infolgedessen beschloss er am 24. Februar 1950:

"Ausländischen extremistischen Rednern ist bis auf weiteres keine Redebewilligung mehr zu erteilen."

Kraft dieses Beschlusses wurden die Redegesuche der französischen Staatsangehörigen Roger Garaudy, Louis Saillant, Simone Bertrand, sowie des vietnamistischen Studenten Nguyem Xuan Lai abgelehnt. Der letztere hatte in einer Reihe von Städten an Veranstaltungen sprechen wollen, die von der kommunistischen sogenannten "Freien Jugend der Schweiz" im Rahmen der internationalen Propaganda für die Loslösung der Kolonien von den westlichen Mächten vorgesehen waren. Der Bundesrat liess sich bei allen diesen Entscheiden von der Erwägung leiten, dass die von den hiesigen Kommunisten organisierte massive Zuziehung extremistischer Ausländer für eine politische Betätigung in der Schweiz geeignet sei, in der heutigen Zeit die innere und äussere Sicherheit des Landes zu gefährden. "Unter Extremisten" hiess es im damaligen Kreisschreiben der Bundesanwaltschaft an die kantonalen Polizeibehörden, "sind vor allem Kommunisten, allfällig noch in Erscheinung tretende Nationalsozialisten und Fascisten zu verstehen."

Wenige Monate nach Erlass dieses bundesrätlichen Redeverbotes für extremistische Ausländer konnte festgestellt werden, dass das Bestreben der PdA oder ihr nahestehender Organisationen, ausländische Kommunisten als Redner zu ihren Veranstaltungen beizuziehen, etwas nachgelassen hatte. Der Bundesrat hat deshalb in seiner Sitzung vom 23. Juni den Beschluss vom 24. Februar 1950 wieder aufgehoben. Die Kantone sind somit wiederum befugt, grundsätzlich selbst über Redebewilligungsgesuche zu entscheiden. Indessen hatte die Erfahrung gezeigt, dass bei Andrang von Gesuchen propagandistischer Redner, die gleichzeitig in verschiedenen Kantonen an öffentlichen Versammlungen auftreten wollen, den kantonalen Behörden nur gedient sein kann, wenn vorübergehend einheitliche Weisungen erteilt werden.

Es geht aus dem Gesagten deutlich hervor, dass es nur die Kriterien des grundsätzlichen Beschlusses vom 24. Februar 1948 waren, die für den Bundesrat in allen genannten Verbotsfällen massgebend waren. Diese Kriterien sind innerer und äusserer Staatsschutz und Aufrechterhaltung von Ruhe und Ordnung. Mit der Neutralitätspolitik des Bundesrates standen aber, so wenig wie in früheren Fällen, auch diese Massnahmen in keiner Beziehung. Der Bundesrat hatte hierauf schon bei Beantwortung der Kleinen Anfrage Jeanneret zum

"Fall Petit" hingewiesen, als er wörtlich erklärte:

"Die Frage der Zulassung ausländischer politischer Redner hat mit der Neutralitätspolitik des Landes nichts zu tun, sie muss unter dem Gesichtspunkt der äusseren und inneren Landessicherheit behandelt werden."

Im übrigen unterliegt es für den Bundesrat keinem Zweifel, dass er im Interesse des Landes gehandelt hat, als er im vergangenen Frühjahr das Abrollen einer mit Hilfe ausländischer Redner geplanten kommunistischen Propagandaoffensive blockierte. Indem er dies tat, glaubte er auch zahlreichen Anregungen, Wünschen und Postulaten zu entsprechen, die gerade im Nationalrat wiederholt und mit Nachdruck an ihn gerichtet worden sind. Es sei erinnert an die bei Beratung des 22. Berichtes über Massnahmen zum Schutze des Landes am 11. Mai 1948 abgegebene gemeinsame Erklärung der bürgerlichen Fraktionen sowie an eine gleichzeitige Erklärung der sozialdemokratischen Fraktion, die den Bundesrat einluden, die bestehenden Staatsschutzbestimmungen gegen staatsfeindliche Umtriebe auf keinen Fall zu lockern, sondern wachsam und entschieden anzuwenden. Es sei erinnert an verschiedene Reden bei Beratung der Vorlage über die Teilrevision des schweizerischen Strafgesetzbuches in der Frühjahrsession dieses Jahres. Der Interpellant selber, Herr Gressot, hatte bekanntlich schon am 25. März 1949 bei der Behandlung seiner Interpellation über die "Erklärungen Nicole" den Bundesrat mit aller Schärfe zum Ergreifen präventiver und wirksamer Massnahmen gegenüber den propagandistischen Machenschaften der PdA aufgefordert. Er hielt diesen Standpunkt auch in seinem soeben abgegebenen Votum aufrecht. Der Bundesrat war deshalb legitimiert in seiner Annahme, dass er bei seinen vorgenannten Entscheiden ausser im Sinne der bestehenden Schutzbestimmungen auch gemäss dem Willen der überwiegenden Mehrheit des Schweizervolkes und seiner Vertretung in diesem Saale gehandelt hat.

Mit den bisher genannten Fällen ideologisch oder politisch verwandt, aber formell davon zu trennen, ist die Angelegenheit der Einreise des sowjetrussischen Schriftstellers Ilja Ehrenburg. Dieser hat anfangs Mai dieses Jahres bei der schweizerischen Gesandtschaft in Brüssel überraschend ein Gesuch für einen Erholungsurlaub in der Schweiz eingereicht. Normalerweise wäre dieses Gesuch wohl bei der schweizerischen Gesandtschaft in Moskau gestellt worden. Offenbar hatte Ehrenburg vor seiner Abreise nach Westeuropa noch gar nicht die Absicht, in die Schweiz zu kommen. Die Gesandtschaft in Brüssel übermittelte sein Gesuch dem Eidgenössischen Politischen Departement, und der Bundesrat stimmte der Einreise ohne weiteres zu. Die einzelnen Bedingungen waren, wie in jedem Falle, durch die zuständigen Stellen festzulegen.

Das Gesuch wurde gleich den Gesuchen anderer Ausländer behandelt. Übungsgemäss werden die Eidgenössische Fremdenpolizei, die Bundesanwaltschaft und das Politische Departement befragt, sobald es sich nicht um reine Privatpersonen handelt, sondern um fremde politische Persönlichkeiten, von denen angenommen werden muss, dass sie während ihres Aufenthaltes den Wunsch äussern könnten, öffentlich irgendwie in Erscheinung zu treten. Die schweizerische Gesandtschaft in Brüssel machte deshalb Herrn Ehrenburg in korrek-

ter Weise darauf aufmerksam, dass Ausländer, die keine Niederlassungsbewilligung besitzen, an öffentlichen oder geschlossenen Versammlungen nur mit besonderer Bewilligung über ein politisches Thema reden dürfen. Das war keine Unhöflichkeit oder Schikane, sondern, im Gegenteil, eine Orientierung und eine Aufmerksamkeit, die man jedem Ausländer in gleicher Lage erweist. Er soll v o r h e r wissen, dass er ohne Bewilligung nicht reden darf.

Die Bundesanwaltschaft wünschte aber, wie dies in andern Fällen schon vorgekommen war, etwas S c h r i f t l i c h e s, und Herr Ehrenburg gab dann der schweizerischen Gesandtschaft in Brüssel folgende Erklärung ab:

"Les autorités suisses peuvent être assurées que, durant mon séjour en Suisse, je n'aurai aucune activité politique, m'abstenant notamment de donner des conférences publiques ou de presse, et que je ne paraîtrai point à des assemblées publiques ou formées."

Man kann geteilter Meinung sein, ob es angebracht und zweckdienlich war, von Herrn Ehrenburg eine solche förmliche Erklärung zu verlangen. Der Bundesrat hätte es ursprünglich an sich vorgezogen, wenn Ehrenburg einfach über die geltenden Bestimmungen und die für die Schweiz massgebende Praxis unterrichtet worden wäre, ohne die Aufforderung zu dieser formellen Erklärung.

Genauere Erhebungen haben aber gezeigt, dass die zuständigen Instanzen ihre Gründe hatten, eine solche Erklärung zu verlangen. Ehrenburg hatte nämlich, wie einwandfrei nachgewiesen ist, die ihm vom Gastland Belgien in weitherziger Weise eingeräumte Freiheit in einer öffentlichen Rede dazu benutzt, um die h e f t i g s t e n Angriffe gegen Frankreich zu richten, Angriffe, die dazu führten, dass ihm Frankreich die Einreisebewilligung verweigerte. Es war also damit zu rechnen, dass er, wäre ihm die Einreise in die Schweiz bedingungslos bewilligt worden, bei uns ähnlich gehandelt hätte. Die durch die schweizerische Bundesverfassung gewährleistete Redefreiheit ist aber nicht dazu da, dass Ausländer vom Schweizerboden aus unsere Nachbarstaaten, mit denen wir gute Beziehungen unterhalten, beleidigen und damit unsere äussere Sicherheit gefährden.

Nicht das Bedenken, dass das Schweizervolk durch Ehrenburg in seiner demokratischen Gesinnung beeinflusst worden wäre oder "die Mauern von Jericho in Trümmer zerfallen wären", wie sich in der letzten Session Herr Nationalrat Gitermann ausdrückte, haben die besondere Vorsichtsmassnahme veranlasst. Grund dazu boten die in Belgien erfolgten heftigen Ausfälle gegen Frankreich, Ausfälle die um so bemerkenswerter sind, als Ehrenburg, wenn wir nicht irren, einst seine Ausbildung im Quartier Latin zu Paris genossen und in seinen früheren Jahren ein begeisterter Anhänger französischer Freiheitsideen war.

Dass mit der von Ehrenburg unterzeichneten Erklärung, er werde keine politischen Reden halten, der Weg zu literarischen oder kulturellen Vorträgen nicht versperrt war, beweist folgender Umstand:

Im Laufe des Samstag, 13. Mai 1950, traf beim eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement folgende Anfrage des Vorstehers des "Département de l'Instruction publique" des Kantons Genf ein:

"Je vous serais très obligé de m'indiquer à quelle condition M. Ilya Ehrenburg, écrivain soviétique, a été autorisé à entrer en Suisse. Ce renseignement est très important pour nous, parce qu'on nous a demandé qu'il puisse donner une leçon à l'institut d'études slaves de notre Université en occupant la chaire d'un de nos professeurs de langue et littérature russes."

Samstag nachmittag wurde vom Departementsvorsteher, der eben von einer Kommissionssitzung nach Bern zurückgekehrt war, an die Bundesanwaltschaft die Weisung erlassen, dass man nicht hindernd in den Weg treten solle, wenn es sich bei dem von Ilja Ehrenburg am "Institut d'études slaves" der Universität Genf beabsichtigten Auftreten um einen rein wissenschaftlichen und literarischen Vortrag handle.

Am Montag früh telephonierte der Bundesanwalt dem Vorsteher des "Département de l'Instruction publique" des Kantons Genf was folgt:

"Je m'en réfère à l'ordre reçu ce matin par M. le Conseiller fédéral de Steiger et communique ce qui suit:

1. Le Département politique fédéral a accordé le visa d'entrée en Suisse à M. Ehrenburg par l'intermédiaire de notre Légation à Bruxelles, à la condition expresse qu'il s'abstienne de toute activité politique. Cette mesure fut prise d'entente avec le Ministère public fédéral et la Police fédérale des étrangers.
2. La conférence littéraire ou scientifique qu'il voudrait donner à l'institut d'études slaves à Genève est autorisée dans le sens de votre lettre du 12.5.1950.

Der Vortrag hat jedoch nicht stattgefunden. Aus welchem Grunde, ist den Bundesbehörden unbekannt. Ilja Ehrenburg ist am 16. Mai 1950 abgereist. Doch ist damit, soweit der Bundesrat in Frage kommt, der Beweis einwandfrei erbracht, dass Ehrenburg die Möglichkeit gehabt hätte, in Genf einen literarischen Vortrag zu halten.

Hat Ehrenburg vielleicht auf den Vortrag in Genf verzichtet um nicht vorzeitig die in der Schweiz sich zugelegte "Märtyrerglo-

riole" zu verlieren? Tatsache ist, dass er bald darauf in Referaten in Prag, sowie in einer Artikelserie in der sowjetischen Schriftstellerzeitung "Literaturnaja Gazeta", die Dinge arg entstellte. Er erklärte unter anderem, es sei ihm hier verboten worden, sich an "literarischen, kulturellen, wirtschaftlichen und religiösen" Veranstaltungen überhaupt zu zeigen, und dass es "für die schweizerische Neutralität gefährlich gewesen wäre", wenn er einem Konzert tschechischer Musik in Genf beigewohnt hätte.

Die schweizerische Öffentlichkeit konnte sich über das sonstige Niveau der Auslassungen Ehrenburgs über die Schweiz anhand einiger Auszüge Rechenschaft geben, die in unseren Zeitungen erschienen. Sowohl der Ton als auch der verzerrte Inhalt dieser Reportagen sprachen für sich selbst. Beigefügt sei, dass sich Ehrenburg gleichfalls in ausfälligster Weise über Belgien ausliess, welches Land ihm vor seiner Einreise in die Schweiz grosszügige Gastfreundschaft gewährt hatte.

Mit wenigen Ausnahmen hat das Schweizervolk, und mit ihm die Presse, Ehrenburg und sein Verhalten richtig beurteilt.

Man lese z.B.:

"Impartial", La Chaux-de-Fonds, vom 3. Juni 1950:

"L'écrivain russe se plaint qu'on lui ait fait au préalable signer une déclaration par laquelle il s'engageait à ne pas faire de conférence de presse ou de causerie politique. Nous estimons qu'Ilya Ehrenbourg est bien étonnant et qu'il a tort de s'indigner. Imagine-t-il vraiment ce qui arriverait si un écrivain suisse ou un journaliste prétendait aller donner des conférences politiques en URSS? Et surtout s'il était établi par avance que ses conférences ont un but de propagande avoué et visent à renverser le gouvernement! Décidément, M. Ehrenbourg en a de bonnes!"

"St. Galler Tagblatt" vom 3. Juni 1950.

"Ehrenburg erhielt vom Justizdepartement immerhin die Einreiseerlaubnis, während die französische Regierung sie ihm versagte. Für dieses Entgegenkommen des Bundeshauses zeigt er sich post festum "erkennlich", indem er die Schweiz verunglimpft und lächerlich macht".

Die "Tat" vom 8. Juni 1950:

"Ilja Ehrenburg hat sich erledigt. Es gibt keinen Fall Ehrenburg mehr. Die Ausführungen des Sowjetpublizisten in der

Moskauer Zeitung beweisen, dass Ilja Ehrenburg aus einem Schriftsteller, der er war, zu einem blossen Propagandisten abgesunken ist."

Der "Bund" vom 30. Juni 1950:

"Das also ist die ganze Frucht von Ehrenburgs Aufenthalt in der Schweiz, dass er die Dinge verdreht, dass er unsere Behörden verleumdet, dass er die Schweizer verspottet. Das ist der Dank des grossen Sowjet-Literaten. Die Frage, die in der Schweiz an ihn gestellt wurde: wann kann ein ausländischer Politiker oder Schriftsteller frei und ungehindert in Russland auftreten, wie das Ehrenburg für sich beansprucht hat er natürlich nie beantwortet.

Wir haben seines Geistes einen Hauch verspürt und können in Zukunft ganz verzichten."

"Berner Tagwacht" vom 14. Juli 1950:

"Die gemeine Hetze, die der russische Propagandist Ilja Ehrenburg nach seinem kürzlichen Besuch in unserem Lande losgelassen hat, scheint auch jenen Leuten die Augen geöffnet zu haben, die sich zuerst dagegen auflehnten, dass Ehrenburg in der Schweiz nicht öffentlich sprechen durfte."

Der Bundesrat hat diesen Äusserungen, sowohl was die Charakterisierung des Verhaltens Ehrenburgs als die Ratschläge für allfällige künftige Entscheidungen anbelangt, nichts beizufügen!

Einzig sei noch ein Urteil zitiert, das der bisherige Präsident der "Gesellschaft Schweiz-Sowjetunion", Fritz Lieb, Professor und Ehrendoktor der Theologischen Fakultät der Universität Basel, laut "Basler Nachrichten" vom 6. August 1950 abgegeben haben soll:

"Der Fall Ehrenburg ist ein tragisches Beispiel dafür, wie ein begabter Schriftsteller, zum Instrument der kommunistischen Propaganda geworden, sich in einen vulgären Clown verwandelt."

Zwei letzte Vorkommnisse, die vom Interpellanten genannt worden sind, betreffen die französischen Generäle de Lattre de Tassigny und Catroux. Von diesen hat besonders der erste Fall, namentlich in der französischen Schweiz, starke Wellen geworfen. Er wurde jedoch, wie gezeigt werden soll, mit teils irrigen Argumenten aufgebauscht. Für beide Fälle galten zudem wesentlich andere Voraussetzungen als für die bisher besprochenen Massnahmen gegen extremistische Propagandisten oder Agitatoren.

Gegenüber der beabsichtigten Vortragsreise von General de Lattre de Tassigny ist kein Verbot erlassen worden. Ueberhaupt hat der Bundesrat in diese Angelegenheit nicht initiativ eingegriffen. Noch wenige Monate vorher hatte er einer ersten Vortragsreise des Generals durch mehrere Schweizer Städte zugestimmt. Schon bald darauf wurde er um seine Meinung zu einer zweiten Tournée von Vorträgen durch die Orte Luzern, Aarau und Sitten angegangen. Da verhehlte der Bundesrat sein Empfinden nicht, dass er es vorziehen würde, wenn diese zweite Vortragsserie etwas hinausgeschoben würde. Denn General de Lattre de Tassigny war nicht nur Kommandant einer französischen Armee im zweiten Weltkrieg. Er übt heute die Funktionen eines Oberbefehlshabers der Landstreitkräfte der Westunion und Stabschefs der Nordatlantikmächte aus. Deshalb schien dem Bundesrat die Häufung seiner Vorträge in unserem Lande nicht ohne Bedenken. Es handelte sich hier vorab um eine Frage des Masses, wobei die exponierte internationale Stellung des Vortragenden ins Gewicht fiel. Mit der hohen Person des französischen Generals, für die, gleich dem Interpellanten, auch der Bundesrat die grösste Wertschätzung hat, oder mit dem Thema seiner Vorträge "Souvenirs de guerre", hatte die schweizerische Zurückhaltung nichts zu tun. General de Lattre de Tassigny hat dann auf sein Projekt vorläufig verzichtet, und der Bundesrat war ihm hiefür dankbar.

Der Fall von General Catroux ist dadurch gekennzeichnet, dass dieser ausländische Militär in Genf, Neuenburg und Sitten über das heikle und hochpolitische Thema "Ziele und Methoden der sowjetischen Aussenpolitik" zu reden beabsichtigte. Das Justiz- und Polizeidepartement des Kantons Wallis gelangte mit dem Ersuchen an den Bundesrat, er möchte für einen einheitlichen Entscheid in dieser Sache besorgt sein. Derselbe Wunsch werde auch von den genferischen und neuenburgischen Polizeibehörden geteilt. Für den Kanton Wallis wurde zugleich eröffnet, dass er für eine abschlägige Behandlung des Redegesuches sei. Der Bundesrat hat sich dieser Auffassung angeschlossen, weil er es in der Tat für wenig opportun hielt, dass sich eine hohe fremde Militärperson in verschiedenen Schweizer Städten über die sowjetische Aussenpolitik ergehe. Er sah sich zu dieser Entscheidung auch bewogen weil er - gemessen an der wachsenden inter-

nationalen Spannung - eine übermässige Zunahme der Fälle feststellen musste, wo sich militärische oder politische Persönlichkeiten des Auslands aus Gründen, die in einzelnen recht verschieden sein mochten, durch die Schweiz als einer idealen Vortragsplattform angezogen fühlten.

Damit wäre die Untersuchung aller vom Interpellanten angeführten Beispiele abgeschlossen. Es sei aber noch eine Einschiebung gestattet. Herr Nationalrat Woog hat eine Kleine Anfrage betreffend den in Zürich durch General Donovan im Schosse der Swiss American Society for Cultural Relation gehaltenen Vortrag gestellt.

Gemäss den Bestimmungen des Geschäftsreglementes kann die Antwort auch mündlich erfolgen. Da sie in diesen Zusammenhang gehört, sei mitgeteilt, dass weder die Polizeidirektion des Kantons Zürich, noch eine Amtsstelle des Bundes um eine Bewilligung ersucht worden sind. Der Bundesrat hätte es vorgezogen, wenn man von einem solchen Vortrag Umgang genommen hätte. General Donovan war unbestrittenermassen der oberste Chef des Nachrichtendienstes der Armee der Vereinigten Staaten. Es ist zur Genüge bekannt, wie intensiv und geschickt während des zweiten Weltkrieges der Nachrichtendienst der Vereinigten Staaten auf dem Gebiete der Schweiz gearbeitet hat. Richtete er sich auch nicht gegen die Unabhängigkeit der Schweiz, so war es zum mindesten wirtschaftlicher Nachrichtendienst zu Gunsten eines fremden Staates. Beides ist durch unsere Gesetzgebung verboten.

Wir glauben nicht, dass Spionage und Nachrichtendienst ein besonderes Merkmal für die guten kulturellen Beziehungen zwischen den Vereinigten Staaten und der Schweiz sind, so hervorragend auch die Person des Referenten sein mag. Jedenfalls hatte die Schweiz den Kampf gegen die 5. Kolonne des Dritten Reiches aufgenommen und organisiert, bevor die Vereinigten Staaten in den Krieg eingetreten sind, und sie hat es getan, ohne dazu ihre Hilfe zu benötigen.

Was den von Nationalrat Woog genannten Landesverräter Gerber anbetrifft, hatte dieser seine Mitteilungen an den Gesandtschaftssekretär und Konsul John H. Madonne, und nicht an Herrn Dulles, weitergeleitet.

Als Abschluss dieses ersten Teiles der Interpellations-
beantwortung sei festgestellt:

1. Der Bundesrat glaubt kaum, dass bei einlässlicher und objektiver Betrachtung der von ihm im Laufe der letzten Monate ergriffenen Massnahmen gesagt werden kann, er habe sich zu einer systematischen Verbotspraxis gegenüber ausländischen Referenten hinreissen lassen. Die Darlegung der Einzelheiten zeigt, dass, mit Ausnahme einer Gruppe von Linksextremisten, jeder der vom Interpellanten aufgeführten Fälle für sich geprüft wurde und dass jeweils ein Entscheid sui generis erging.

2. Es kann nach Auffassung des Bundesrates auch nicht von einer "politique de balance inadmissible et intolérable" die Rede sein. So stand die Einstellung zu den Vortragsreisen der beiden französischen Generäle de Lattre de Tassigny und Catroux mit den Redeverböten für ausländische linksextremistische Personen weder in direktem noch indirektem Zusammenhang.

3. Für den Bundesrat waren in allen Fällen, gemäss dem grundlegenden Beschluss vom 24. Februar 1948, Erwägungen der "innern oder äussern Sicherheit des Landes" oder die Gefahr der "Störung von Ruhe und Ordnung" wegleitend.

Nur nebenbei sei bemerkt, dass der Bundesrat auch Krav-schenko keine Vorträge in der Schweiz gestattete, da er beleidigende Aeusserungen gegenüber der Sowjetunion, wie sie zu erwarten gewesen wären, nicht duldete. Kravschenko hat dann offenbar auf eine Reise nach der Schweiz überhaupt verzichtet.

4. Jedenfalls kann sich der Bundesrat der Ansicht des Interpellanten nicht anschliessen, wenn er in seiner Interpellation von "normalen Zeiten" spricht. Die Monate, in denen die Verbotsmassnahmen ergingen, waren solche einer erhöhten und gefährlichen internationalen Spannung. Die seitherige Entwicklung der Ereignisse in der Welt hat dies zur Genüge bewiesen.

Dass Herr Nationalrat Gressot die unverschämte Stelle der Pariser-Zeitung "L'Aurore" vom 9. März 1950 zitiert, wonach der Bundesrat seine Verbote nur erlassen haben soll, weil er die

"Colère de Moscou" fürchtete, ist mehr als sonderbar.
Herr Gressot, Sie wissen ganz genau, dass wir uns nicht nach
einer colère de Moscou richten.

Nach welchen Gesichtspunkten soll nun der Bundesrat
seine Haltung gegenüber den ausländischen politischen Rednern
inskünftig regeln ?

Es sei vorausgeschickt, dass es für eine politische
Behörde nicht leicht ist, über das in Verfassung und Gesetz
Festgelegte hinaus, theoretische Erörterungen über die Er-
ledigung von zukünftigen Einzelfällen anzustellen, deren
Eigenart und besondere Umstände heute noch niemand kennt.
Die bisherigen Erfahrungen auf dem Gebiete der Rede- oder
Vortragsgesuche von Ausländern haben gezeigt, wie grundle-
gend verschieden die Voraussetzungen, namentlich in der ge-
genwärtigen Zeit, von Fall zu Fall sein können. Ein rein
doktrinäres Sichfestlegen auf Prinzipien, die den Tatsachen
im gegebenen Moment nicht gerecht würden, stünde mit einer
verantwortungsvollen und realistischen Regierungspolitik
im Widerspruch.

~~13~~

Beim Entscheid über die Zulassung eines ausländischen Redners treten zwei Interessensphären miteinander in Konkurrenz: das Recht des Bürgers auf Information als Korrelat zum Recht auf freie Meinungsäusserung auf der einen und die Pflicht des Staates zur Erhaltung seiner innern und äussern Sicherheit auf der andern Seite. Im Einzelfall gilt es, zu entscheiden, wo das schutzwürdigere Interesse liegt - mit andern Worten: ob nach Abwägen aller Einzelfaktoren dem Freiheitsrecht oder dem Staatsinteresse der Vorrang gebührt.

Der Bundesrat kennt die überragende Bedeutung des Rechtes auf freie Meinungsäusserung. Es gehört zu den grundlegenden Individualrechten des schweizerischen Staatswesens. Für die Funktionsfähigkeit der Demokratie ist die Möglichkeit der freien Meinungsbildung unerlässlich. Diese setzt aber nicht nur freie Meinungsäusserung voraus, sondern erfordert ebenso sehr die Möglichkeit der freien Information. In diesem Sinne sind, wie oben angetönt, freie Meinungsäusserung und Informationsrecht des Individuums natürliche und notwendige Korrelate.

Wie jedem andern Freiheitsrecht sind allerdings auch dem Recht auf Information gewisse Schranken gesetzt: es räumt nur jenes Mass an Freiheit ein, das mit der Freiheit der andern und den Interessen des Staates vereinbar ist. Darüber zu befinden, an welchem Punkt im Einzelfalle die durch die Rechtsordnung gesetzten Grenzen zwischen diesen beiden Polen der Freiheit und der Bindung zu ziehen sind, ist allein der Staat, im engeren Sinne die verfassungsmässig dazu bestimmte Behörde, zuständig und in der Lage. Weil der demokratische Staat selbst an der Gewährleistung des Rechtes auf Information interessiert ist, kann erwartet werden, dass er, wo immer politisch tragbar, zu Gunsten der Freiheit entscheide.

Aber nicht die Frage, wieweit Schweizerbürger unter sich von den politischen Grundrechten auf freie Meinungsäusserung und freie Information Gebrauch machen dürfen, steht zur Diskussion,

sondern die öffentlich-politische Redefreiheit der Ausländer, die in der Schweiz keine Niederlassungsbewilligung haben.

nicht-

Hat der niedergelassene Ausländer in der Schweiz dasselbe Anrecht auf vollen Genuss der in der Verfassung gewährleisteten persönlichen Freiheitsrechte wie der Schweizerbürger? Darf ihm unbeschadet und in allen Fällen die gleiche Möglichkeit politischer Meinungsäußerung in öffentlichen oder geschlossenen Versammlungen eingeräumt werden wie dem Schweizerbürger? Muss der Schweizer für den Fall, dass unter bestimmten Voraussetzungen Gründe des höheren Staatsinteresses eine Einschränkung der dem Ausländer zuzugestehenden Redefreiheit fordern, eine entsprechende Beschneidung seines Rechts auf Information in Kauf nehmen?

Ueber die Frage nach dem Anspruch des Ausländers auf Genuss der verfassungsmässig gewährleisteten persönlichen Freiheitsrechte hat am 14. August 1938 im Auftrage des eidg. Justiz- und Polizeidepartements der verstorbene Staatsrechtslehrer, Prof. W. Burckhardt, ein Gutachten verfasst. Es galt damals zu einer Initiative der sozial-demokratischen Partei Basel-Stadt auf Verbot der von Ausländern gebildeten nationalsozialistischen Organisationen und Vereine, sowie zu einer bürgerlichen Initiative im gleichen Kanton auf Verbot jeder nationalsozialistischen und frontistischen Propaganda in Wort und Schrift Stellung zu nehmen. Prof. Burckhardt äusserte sich dahin:

" Die beiden Freiheitsrechte, Vereinsrecht und Pressefreiheit, sind wie alle andern, z.B. das der Gewerbfreiheit und das der Glaubens- und Gewissensfreiheit, m.E. zunächst auch zu Gunsten der in der Schweiz niedergelassenen Ausländer zu verstehen; sie sollen ja nicht nur eine im Interesse des Einzelnen, der sich darauf beruft, gewährte Vergünstigung sein, sondern ein im allgemeinen, im öffentlichen Interesse aufgestellter Grundsatz des öffentlichen Rechts, der, wie das öffentliche Recht überhaupt, territorial gilt, nicht personal; für das schweizerische Gebiet, nicht bloss für die Schweizer. Auf schweizerischem Gebiet, das ist die Meinung der Verfassung, soll freie Meinungsäußerung herrschen; die Unterdrückung der Meinungsäußerung und des religiösen Bekenntnisses soll an sich nicht stattfinden, auch

...

nicht die Unterdrückung der Meinung und des Bekenntnisses der Ausländer; nicht diesen persönlich zuliebe, sondern dem Grundsatz zuliebe.

Aber beides mit Vorbehalten: einem materiellen und einem formellen. Der materielle ist der, dass nicht alles, was Inländern erlaubt ist, auch Ausländern erlaubt sein muss; eben weil sie Ausländer sind. Der Inländer kann eine grössere Freiheit in Anspruch nehmen als der Ausländer; Ausländervereine werden z.B. "unter Voraussetzungen rechtswidrig und namentlich staatsgefährlich, die für Schweizerbürger nicht genügen würden". Namentlich aber ist formell "hier wie überall" vorzubehalten: "das internationale Interesse der Schweiz".

Der Bundesrat ist der Auffassung, dass diese grundsätzlichen Erwägungen von Prof. W. Burckhardt, die er ein Jahr vor dem zweiten Weltkrieg in der Zeit des nationalsozialistischen Nervenkrieges abgegeben hat, heute unter veränderten Voraussetzungen ihre volle Gültigkeit bewahren. Die in dem Gutachten niedergelegte Auffassung entspricht überdies dem natürlichen Rechtsempfinden der überwiegenden Mehrheit des Schweizervolkes. Wir billigen dem Ausländer gerne und ohne Bedenken den vollen Genuss unserer Freiheitsrechte zu, reagieren aber deutlich, wenn er diese Rechte in hemmungsloser Weise glaubt ausnützen und missbrauchen zu dürfen.

Die inneren und äusseren Gefahren der Kriegsjahre hatten den Bundesrat dann auch genötigt, das Recht der öffentlichen politischen Meinungsäusserung für Ausländer nach verschiedener Richtung einschränkenden Sonderbestimmungen zu unterwerfen. Davon sind heute - in gemildeter Form - noch zwei Erlasse in Kraft: Einmal der auf nachdrücklichen Wunsch der Vollmachtenkommissionen in seiner Gültigkeit wiederholt verlängerte Beschluss über die Neugründung von Zeitungen und Nachrichten-Agenturen. Gemäss diesem Beschluss ist es Ausländern verboten, Zeitungen, Zeitschriften, Presse- und Nachrichten-Agenturen zu gründen, sich an solchen Unternehmen finanziell zu beteiligen und in deren Leitung oder Redaktion einzutreten. Ausnahmen können bewilligt werden, soweit es sich nicht um politische Organe handelt. Sodann besteht -

was hier näher interessiert - der bereits erwähnte Bundesrats-
beschluss vom 24. Februar 1948, wonach Ausländer, die keine
Niederlassungsbewilligung besitzen, an öffentlichen oder
geschlossenen Versammlungen nur mit besonderer Bewilligung
über ein politisches Thema reden dürfen.

Wie aus dem Wortlaut des "Bundesratsbeschlusses betreffend
politische Reden von Ausländern" hervorgeht, gilt als Haupt-
kriterium für die Zulassung, bzw. das Verbot der Rede- oder
Vortragstätigkeit die Gefährdung der äusseren & der inneren
Sicherheit des Landes; dazu, mehr subsidiär, auch das Moment der
"Störung von Ruhe und Ordnung".

Die Erfahrung zeigt, dass in den meisten Fällen innere und
äussere Sicherheit ineinander hineinspielen. Dies deshalb, weil
es sich gewöhnlich um Ausländer handelt, die politisch stark
"markiert" sind. Ueberdies besteht bei der heutigen Situation
weltweiter politisch-ideologischer Auseinandersetzungen und
Konflikte eine ausgesprochene, teils bewusst geförderte Tendenz
zur Vermischung von Innen- und Aussenpolitik.

Für den Bundesrat wird der Schwerpunkt auf der inneren
Sicherheit liegen, wenn bei der Rede eines Ausländers die Wahr-
scheinlichkeit eigentlicher Störungen der innern Ordnung besteht.
Die nationalsozialistische und frontistische Propaganda, insbe-
sondere soweit sie sich gegen die innerstaatlichen Einrichtungen
der Schweiz wandte, war bekanntlich dieser Art. Heute geht nach
der Meinung der grossen Mehrheit unseres Volkes eine analoge
Gefahr vom militanten Linksextremismus aus. Für die zuständigen
Behörden ergibt sich somit erneut die Pflicht erhöhter Wachsamkeit!

Bund und Kantone werden deshalb auch inskünftig dann,
wenn die besonderen Voraussetzungen dafür gegeben sind, mit Rede-
verboten gegen politisch-extremistische Ausländer vorgehen
müssen. Was den Bundesrat anbelangt, ist er dazu durch die

Verfassung berechtigt und verpflichtet. Prof. Walter Burckhardt äusserte sich im Gutachten des Jahres 1938 folgendermassen über die Zuständigkeit des Bundes auf dem Gebiete der inneren Sicherheit :

" Auch der Bund ist (neben den Kantonen) zur Wahrung der inneren Sicherheit, zur Handhabung von Ruhe und Ordnung zuständig (BV Art.85, Zif.7; 102, Zif.10), und solche Massregeln können sich auch äussern in Beschränkungen der Vereins-, Versammlungs- oder Pressefreiheit.

Das Verhältnis der kantonalen zur eidgenössischen Kompetenz ist zu denken als das der Subsidiarität; die Kantone sind zuständig, solange der Bund nicht seine Zuständigkeit in Anspruch nimmt. Die Wahrung der öffentlichen Ruhe und Ordnung ist zunächst Sache der Kantone; reicht aber die kantonale Macht nicht aus, oder bedarf es der einheitlichen Ordnung, so kann der Bund diese Aufgabe in die Hand nehmen und dann geht seine Ordnung, oder besser: seine Kompetenz der kantonalen vor."

Indessen gedenkt der Bundesrat von dieser verfassungsmässigen Kompetenz auch ausländischen Extremisten gegenüber nicht stur und schematisch Gebrauch zu machen. Er wird jeden Einzelfall, soweit er ihm unterbreitet wird, im Lichte der ihm eigenen Gegebenheiten prüfen. Dass dabei ausser der Person des Ausländers, der einen Vortrag halten will, auch das Vortragsthema, der Rahmen und die Hintergründe der Veranstaltung den Entscheid beeinflussen werden, ist selbstverständlich.

Dagegen soll auch in Zukunft dann eingeschritten werden, wenn es sich - wie dies in den ersten Monaten dieses Jahres der Fall gewesen ist - um eigentliche Offensiven von Redeveranstaltungen extremistischer Art handelt. In solchen Situationen wird man sich auch durch Pressepolemiken vom Handeln nicht abhalten lassen dürfen. Denn es geht nicht an, dass man den Bundesrat hier auffordert, wachsam und energisch die staatsgefährlichen Umtriebe extremistischer Kreise zu bekämpfen, ihm aber publizistisch unter Anrufung des Rechtes auf Information in den Arm

fällt, sobald er gegenüber einer agitatorisch propagandistischen Flutwelle eine einschränkende Massnahme trifft. Zudem pflegt in derartigen Fällen die effektive Informationsfreiheit kaum tangiert zu werden. Die Linksextremisten in der Schweiz, die solche Veranstaltungen organisieren, bezwecken weniger die eigene Information - diese wird ihnen auch in anderer Form fabrikfertig geliefert - als lärmende Propagandaeffekte. Die übrige Bevölkerung aber verzichtet grösstenteils leicht auf Anhören der Melodie, die man ihr vortragen möchte : sie hat darüber bereits ihre gut fundierte Meinung !

Diese Auffassungen könnten durch nichts besser untermauert werden als durch die Zitierung eines Artikels, den Herr Nationalrat Arthur Schmid im Zusammenhang mit dem Fall Ilja Ehrenburg veröffentlicht hat. Herr Schmid, der als unentwegter und kompromissloser Verfechter echter Meinungs- und Pressefreiheit in diesem Saale bekannt ist, schrieb folgendes :

" Schon zur Zeit der Nazis hat man in der Schweiz deutschen Propagandisten ein zu grosses Entgegenkommen gezeigt. Wir glauben, dass man aus jenen Irrtümern etwas lernen sollte und dass man vom Bundesrat nicht verlangen darf, dass er diese Irrtümer wiederholt.

Dass das Justiz- und Polizeidepartement Ilja Ehrenburg die Einreise in die Schweiz gestattete, war weit eher ein Fehler, als dass es ihm nicht gestattete, in unserem Lande Vorträge zu halten.

Nach Russland würde man keinem Propagandisten der Demokratie, der charakterlich absolut einwandfrei wäre und nur die Wahrheit als Richtschnur nähme, die Einreise gestatten. Dass er kein freies Wort, auch im Kreise der Ausländer nicht, in Russland sprechen dürfte, braucht wohl nicht extra hervorgehoben zu werden. Es ist einer der grössten Irrtümer, dass man in den Demokratien immer wieder glaubt, es sei selbstverständlich, dass in den Diktaturen jene Methoden angewandt werden, die wir anwenden, und dass man in den Demokratien allen Anhängern der Diktatur alle Freiheiten geben müsste, damit sie die Demokratie schlecht machen und die Diktatur verherrlichen könnten. Auch die Demokratie muss sich wehren. Auch sie muss das Prinzip der Gleichbehandlung anwenden. Auch sie muss verlangen, dass jene Länder, deren Angehörigen

...

" wir alle Freiheiten gewähren, unsern Schweizern alle Freiheiten in ihrem Lande geben.

Es ist sinnlos, wenn man heute auf das Prinzip der gegenseitigen Gleichbehandlung verzichtet. Entweder werden im internationalen Leben die Menschen so behandelt, dass die Länder gegenseitig die Gleichbehandlung ihrer Staatsangehörigen als Grundprinzip anerkennen, oder dann müssen die freiheitlichen Länder die Propagandisten der Diktatur und Totengräber der Demokratie, die vom Auslande herkommen, so behandeln, wie die Diktatoren es Demokraten gegenüber tun.

So viel sollte man schliesslich seit den Zeiten Hitlers und Goebbels gelernt haben. "

Die Ausführungen von Nationalrat Arthur Schmid rühren zugleich an die wichtige Frage der Gleichbehandlung, die sich im Zusammenhang mit der Zulassung oder Nichtzulassung ausländischer Redner naturgemäss stellt. In den meisten totalitären Staaten hätten Schweizerbürger, deren politische Auffassungen sich nicht mit der dortigen Staatsdoktrin decken, erfahrungsgemäss kaum die Möglichkeit, ungehindert Vorträge über politische Fragen zu halten. Soll die Schweiz trotzdem den Angehörigen solcher Staaten uneingeschränkte Redefreiheit einräumen? Mit andern Worten: Sollen Vertreter einer politischen Mächtigkeitsgruppe, die die freie Meinungsäusserung und das Recht auf Information gewaltsam unterbindet, in der Schweiz in den vollen Genuss unserer liberalen Einrichtungen gelangen, wobei sie in den meisten Fällen noch verhehlt oder unverhehlt gegen diese freiheitlichen Einrichtungen agieren? Von verschiedener Seite wurde den Behörden in letzter Zeit nahegelegt, sie möchten hier ohne Bedenken den Grundsatz des Gegenrechtes anwenden.

Der Bundesrat verkennt nicht, dass diese Auffassung manches für sich hat, namentlich wenn man sie "stimmungsmässig" betrachtet. Dennoch möchte er sie nicht zu einem zwischenstaatlichen Prinzip erheben. Dies einmal, weil es gute Tradition ist, dass wir in der Schweiz an unseren grundlegenden

freiheitsrechtlichen Auffassungen festhalten, auch wenn sie anderswo mit Füßen getreten werden; sodann deshalb, weil die Gefahr zu gross ist, dass auf geistigem Gebiet das Gegenrecht nicht loyal gehandhabt werde: Der Kleinstaat, der sich politisch und ideell selbst genügt, wird sich gegenüber Grossmächten oder ganzen Mächtegruppen mit ideologisch-militantem Expansionsdrang bald im Nachteil befinden. Bestimmte internationale Vorkommnisse aus der nationalsozialistischen Epoche reden hier eine deutliche Sprache. Dies schliesst aber nicht aus, dass für die Erledigung jedes einzelnen ausländischen Redegesuches die Frage, welche Möglichkeit in entgegengesetzter Richtung einem Schweizerbürger geboten wäre, eine berechnete Rolle spielen darf. In diesem Sinne kann jeweils das Moment der Gleichbehandlung in die Prüfung miteinbezogen werden.

Eine mögliche Folge aus der Anwendung der bisher entwickelten Richtlinien kann sein, dass ausländische Kommunisten in der Schweiz politisch weniger leicht zu Worte kommen als Vertreter der freiheitlich demokratischen Geisteswelt des sogenannten "Westens". Dies liegt aber einzig im Verhalten begründet, das der militante Extremismus jeder andern Gesellschaftsordnung gegenüber an den Tag legt. Auf keinen Fall ginge es an, eine solche Folge, falls sie eintritt, als Verletzung der Rechtsgleichheit von unserer Seite aus hinzustellen.

Gleicherweise verfehlt ist es, die Angelegenheit auf das neutralitätspolitische Gebiet zu verschieben, wie dies von den Kommunisten in der Schweiz und im Ausland immer wieder versucht wird. Es ist ebenso bequem wie demagogisch verlockend, dem

Bundesrat vorzuwerfen, er sei nicht neutral, wenn er eine unter Zuzug fremder Propagandisten geplante politische Demonstration untersagen sollte, während vielleicht gleichzeitig dieser oder jener Vortrag von Nichtschweizern demokratischer Gesinnung stattfinden kann. Eine solche Unterscheidung hat, wie schon bei Behandlung des Falles von General Petit ausgeführt, "mit der Neutralitätspolitik des Landes nichts zu tun". Sie muss einzig unter dem Gesichtspunkte der Landessicherheit betrachtet werden. So gut die Schweiz, ohne Rücksicht auf das Ausland, für sich herausnimmt, jeden totalitären Extremismus ideell und nötigenfalls mit den vorhandenen Rechtsmitteln zu bekämpfen, ebenso haben die Behörden das Recht und die Pflicht, gegenüber ausländischen Agitatoren für die Landessicherheit besorgt zu sein, ohne sich durch aussenpolitische Rücksichten daran hindern zu lassen.

Die letzten Ausführungen haben von der "inneren Sicherheit" bereits zum Kriterium der "äusseren Sicherheit" übergeleitet.

Eine Gefährdung der äussern Sicherheit der Eidgenossenschaft erblickt der Bundesrat in erster Linie dann, wenn durch ausländische Redner die Stellung der Schweiz im internationalen Verkehr, und damit im Verhältnis zu den übrigen Staaten, irgendwie beeinträchtigt oder geschwächt wird. Es ist da an die systematische Vergiftung der schweizerischen Beziehungen mit einem bestimmten Staat oder zu einer bestimmten Staatengruppe zu denken. Aber auch Ausfälle gegenüber einem fremden Staatsoberhaupt oder einer fremden Regierung, besonders wenn sie in politischen Versammlungen systematisch betrieben wird, können die äussere Sicherheit der Eidgenossenschaft gefährden. Das Strafgesetzbuch enthält die entsprechenden Tatbestände und Sanktionen.

Hier sind es die Normen des gemeinen Völkerrechts, die den Staat verpflichten, bestimmte Gedankenäusserungen von Privat-

personen zu verhindern oder zu bestrafen, durch welche Mittel sie auch verbreitet werden mögen. Diese Pflicht besteht für alle Staaten, nicht nur für die neutralen. Somit ist auch da nicht die Neutralität die Ursache, wenn unsere Behörden zu verhindern suchen, dass vom schweizerischen Gebiet aus Hetzreden gegen irgendeinen ausländischen Staat oder dessen Behörden gehalten werden. Die Präventionspflicht, wie auch die Repressionspflicht, gilt so gut gegen Inländer wie gegen Ausländer. Aber das Einschreiten gegenüber einem Ausländer kann - gemäss dem oben wiedergegebenen Gutachten von Prof. Burckhardt - früher angezeigt und rechtens sein als gegenüber dem Inländer.

Auf alle Fälle muss in diesem Zusammenhange vermieden werden, das Ausland glauben zu machen, die schweizerischen Behörden auferlegten gewissen Ausländern ein Redeverbot in politischen Dingen, oder verweigerten ihnen die Einreise, weil die Neutralität die Schweiz dazu verhalte. Darin würde ja die Anerkennung einer "geistigen Neutralität" liegen, die von schweizerischer Seite von jeher abgelehnt worden ist. Es wäre deshalb auch fehl am Platze, einen ausländischen Redner aus der einen Mächtegruppe abzulehnen, einzig weil auch einem Redner aus der anderen Mächtegruppe die Zulassung verweigert wurde. Ein solches "Kompensationsverfahren" bliebe dem Ausland gegenüber zudem wirkungslos, weil bekanntlich nie zwei Fälle völlig gleich gelagert sind.

Wenn also ein neutraler Staat die Normen und Pflichten des gemeinen Völkerrechts in gespannten Zeiten vorsichtiger und aufmerksamer beachtet, so tut er es aus freien Stücken und nach seinen allgemeinen aussenpolitischen Gepflogenheiten. Er will mit allen Ländern in normalen und freundschaftlichen Beziehungen leben und er will seine politische Haltung nicht leichtfertig missverständlichen Interpretationen aussetzen.

~~23~~

Aus diesem Grunde ist nach Auffassung des Bundesrates nicht nur von Belang, was ein fremder Redner in der Schweiz gegen andere Staaten sagen mag. Es kann für die Beziehungen zum Ausland und die Beurteilung unserer Haltung auch eine Rolle spielen, welche Stellung ausländische Referenten im internationalen politischen Leben einnehmen. Vorträge hoher Politiker oder gar militärischer Führer von einseitigen Staatenblöcken, Verteidigungsallianzen oder Militärpakten können, zumal wenn sie sich in kritischer Zeit zu sehr häufen, dem wohlverstandenen aussenpolitischen Interesse des Landes ebenfalls abträglich sein. Sie geben im Ausland leicht zu Fehlinterpretationen, gewollten oder ungewollten Vermutungen und Verdächtigungen, ja selbst zu zwischenstaatlicher Polemik oder Verstimmung Anlass. Damit droht der informativische Nutzen, den gerade solche Vorträge unbestrittenermassen haben mögen, durch ernsthafte Schädigungen aufgewogen oder gar überschattet zu werden.

Der Bundesrat wird deshalb, je nach Entwicklung der Weltlage, vielleicht auch in Zukunft nicht umhin können, bisweilen zur Zurückhaltung zu mahnen oder gar einzuschreiten. Er wird es aber nicht leichter Hand tun, sondern nur dann, wenn ihn eine deutliche Neigung zum Ueberschreiten des opportunen Masses, oder andere triftige Gründe, dazu nötigen. Vom Bürger möchte er erwarten, dass er in diesen, wie zu hoffen ist, sehr vereinzelt Fällen Verständnis dafür bekunde, dass neben dem hoch zu schätzenden "Recht auf Information" mitunter auch andere fundamentale Interessen der Allgemeinheit zu berücksichtigen sind. -

Damit glaubt der Bundesrat auch die Frage der Interpellation Gressot nach den Kriterien, die er auf dem Gebiet der Redeverbote anzuwenden gedenkt, beantwortet zu haben. Sich für die unsichere Zukunft materiell mehr festzulegen, als dies mit dem Gesagten geschehen ist, verbietet die staatspolitische Klugheit.

Dagegen seien über eine formelle Frage noch einige Worte beigefügt :

Wie bereits erwähnt ist mit dem Bundesratsbeschluss vom 24. Februar 1948 die Entscheidungsbefugnis über die Redebewilligungen für Ausländer an die Kantonsregierungen zurückgegeben worden. Der Bundesrat hat sich lediglich die Erteilung verbindlicher Richtlinien oder, wo nötig, die Entscheidungsbefugnis im Einzelfall vorbehalten. Die Wiedereinschaltung der kantonalen Entscheidungshoheit entsprach der berechtigten Tendenz der Nachkriegsjahre nach Abbau der ausgedehnten Bundeskompetenzen in der Kriegszeit.

Bei zu grosser Dezentralisierung sind aber Schwankungen der Praxis unvermeidlich. Gerade deshalb haben einzelne Kantonsregierungen jeweils einen Entscheid des Bundesrates gewünscht.

Die Anwendung einheitlicher Gesichtspunkte - und damit im Zusammenhang auch die wünschenswerte Beschränkung künftiger Redeverbote für Ausländer auf das Allernotwendigste - setzt die Möglichkeit eines einheitlichen Ueberblicks, sowie die Schaffung einer einheitlicheren Praxis als bisher, voraus. Hier ist enge Fühlung mit den Kantonsregierungen das einzig Richtige.

Gleiche oder doch ähnliche Grundsätze wie für die Redebewilligungen an Ausländer gelten für politische Schriften, die Ausländer in der Schweiz erscheinen lassen möchten. Nach Art. 1 des Bundesratsbeschlusses vom 29. Dezember 1948 betreffend die staatsgefährliche Propaganda hat die Bundesanwaltschaft Schriften mit Beschlag zu belegen, welche die innere oder äussere Sicherheit der Schweiz gefährden können. Dabei ist der Grad der Gefahr nicht ausschlaggebend. Man kann nicht erst zugreifen, wenn es zu spät ist. Wehret den Anfängen! Man kann auch nicht kommunistische Propaganda mit Beschlag belegen und nationalsozialistische Literatur frei lassen. Die Behauptung, es gebe keine Nazigefahr mehr, ist nicht stichhaltig. Wenn sie auch gering ist, so sind Beweise genug dafür vorhanden, dass noch lange nicht alle Naziherde ausgelöscht sind. Die Schweiz ist aber nicht da, um heute nationalsozialistischer Propaganda Vorschub zu leisten, erst recht nicht, wenn diese Propaganda von einem Ausländer betrieben wird.

Degrelle ist heute noch ein unentwegter Anhänger nationalsozialistischer Ideen. Sein Buch "La Cohue de 1940" ist nichts anderes als ein Loblied auf den Nationalsozialismus.

Der Verleger des Buches, Buchdrucker Robert Crausaz, hat gegen die Beschlagnahme Beschwerde beim Bundesrat erhoben. Mit Entscheid vom 5. Juni 1950 hat der Bundesrat diese Beschwerde abgewiesen.

Es seien kurz folgende Ueberlegungen hier festgehalten:

Degrelle wurde am 27. Dezember 1944 vom Conseil de guerre de Bruxelles in contumaciam zum Tode durch Erschiessen verurteilt.

Er kannte Hitler schon seit dem Jahre 1936. Anlässlich eines kurzen Aufenthaltes in Berlin wurde er Hitler durch Ribbentrop vorgestellt. Er war in ständigem Kontakt mit den Deutschen und hatte besonders nahe Beziehungen zum deutschen Botschafter in Paris, Otto Abetz.

Ueberzeugter Kollaborationist, bekundet er heute noch eine überschwengliche Begeisterung für Hitler, den er als grossen Staatsmann bezeichnet.

Die Vertreter demokratischer Staatsauffassungen seines Landes beschimpft er in gemeinster Weise, für Hitler aber stimmt er Lobgesänge an.

Die Memoiren Ciano's und Alfieri's oder das Buch seines Landsmannes de Man lassen sich nicht mit "La Cohue de 1940" vergleichen. Sie enthalten nicht Angriffe auf die Demokratie und machen sie nicht verächtlich. Ob nun ihre Darstellung ehrlich sei oder nicht, brauchen wir nicht zu untersuchen. Jedenfalls machen sie nicht Propaganda für Nationalsozialismus oder Fascismus.

Der Bundesrat hat durch Bundesratsbeschluss vom 18. Mai 1943 51 Schweizer und gemäss Bundesratsbeschluss vom 11. November 1941 23 Schweizer, die Doppelbürger waren, ausgebürgert und ihnen das Schweizerbürgerrecht entzogen. Ihr Verhalten war vielfach genau dasjenige Degrelle's. Auch sie behaupteten, der Schweiz dadurch am besten zu dienen, dass sie bei der dereinstigen Herrschaft Hitlers über Europa im tausendjährigen Reich wenigstens für Hitler gefochten hätten. (Wir verweisen auf das letzte Kapitel des beschlagnahmten Buches Degrelle's). Auch sie waren Propagandisten einer demokratiefeindlichen Idee. Wäre es denkbar, dass wir diesen Ausgebürgerten gestatten würden, von der Schweiz aus durch einen schweizerischen Verleger ihre demokratiefeindlichen Ideen zu verfechten und von der Schweiz aus demokratiefeindliche Propaganda - und wären es auch Memoirenwerke aus ihrer SS-Zeit - zu betreiben? Kaum.

Wir haben während der Zeit der Säuberung im Jahre 1945 ff. über 2000 Deutsche und Italiener (Familienangehörige inbegriffen) wegen ihrer nationalsozialistischen und fascistischen Tätigkeit ausgewiesen und zum Verlassen der Schweiz angehalten, obschon viele im guten Glauben einfach meinten, ihrem Lande zu dienen. Würden wir diesen Ausgewiesenen, denen das Betreten der

Schweiz untersagt ist, gestatten, vom Schweizerboden aus nationalsozialistische antidemokratische Propaganda - und wäre es auch nur in Memoirenform - zu betreiben ? - Sicher nicht.

Was wir den Flüchtlingen und Emigranten, die in der Schweiz Asyl geniessen, nicht gestatten - und es hat nicht wenige Kollaborationisten darunter, die zum Tode verurteilt worden sind - was wir den Ausgebürgerten und den Ausgewiesenen nicht erlauben würden, werden wir auch nicht einem Léon Degrelle gestatten.

Man verwechsle die Freiheit, welche der Schweizer oder der in der Schweiz niedergelassene Ausländer gestützt auf Art. 55 der Bundesverfassung ausüben darf, nicht mit der Frage, was der das Asyl geniessende Ausländer tun oder nicht tun darf.

Herr Nationalrat Dr. Markus Feldmann hat in der Festschrift "Die Schweizer Presse", die zum 50jährigen Jubiläum des Vereins der Schweizer Presse herausgegeben wurde, dieses Problem im Abschnitt III, "Die staatsrechtlichen Grenzen der Pressefreiheit", in meisterhafter Weise umschrieben. (Vergl. S.152 ff.).

Man kann nicht das Schweizervolk auffordern, geschlossen allen totalitären Einflüssen zu begegnen,

man kann nicht totalitäre Zeitungen und Organe verbieten und die frontistischen Formationen auflösen,

Deutsche und Italiener mit totalitären Auffassungen an die Grenze stellen,

Staatsschutzbestimmungen gegen ausländische Propaganda erlassen

und kommunistische Schriften verbieten,

um dann einem Ausländer, dem man die Grenze gesperrt hat, nationalsozialistische Propaganda in Memoirenform zu erlauben.

Ich zitiere auszugsweise folgende Stellen:

S. 452

"Hitler war der grösste Staatsmann, den Europa je gekannt hat. Dies wird die Geschichte lehren, wenn sich die aufgepeitschten Leidenschaften unserer Zeit gelegt haben werden. Er war nüchterner, der Gesämtheit gegenüber aufgeschlossener als Napoleon; dieser war mehr der erobernde, Kaiserreiche gründende Franzose, denn wahrhafter Europäer.

Hitler, hierin ein Mensch seiner Zeit, träumte von einem gerechten, aufrichtigen, dauerhaften und durch die Initiative des Siegers geeinigten Europa, einem Europa jedoch, in dem sich jede Volksgruppe entsprechend ihren Verdiensten und ihren Leistungen würde entfalten können. Den Beweis erbrachte er durch die Pétain dargereichte Hand.

.....

Wie ein Bismarck über den Preussen hinauszuwachsen wusste, um Deutscher zu werden, so hat sich Hitler rasch vom Deutschen und vom geborenen Germanen zum Europäer gewandelt, dessen Wesen er in sich trug. Frühzeitig hat er sich vom engen imperialistischen Ehrgeiz losgelöst. Mühelos begann er als Europäer zu denken und er trat an die Schaffung eines Europa heran, in dem Deutschland - wie Preussen im Reich Bismarcks - den Grundstein bilden sollte.

.....

S. 453

Gewisse Mitarbeiter des Führers mögen gelegentlich noch kurzsichtige Pangermanisten gewesen sein. Hitler selbst aber besass das Genie, das richtige Mass, die Vorurteilslosigkeit und den unumgänglichen Weitblick, um dieses riesenhafte Werk zum Ziele zu führen. Er verfügte über eine Autorität, die in der Geschichte des Kontinents nicht ihresgleichen findet. Sein Erfolg hätte die Macht, den Reichtum und die Zivilisation Europas auf Jahrhunderte hinaus, wahrscheinlich für immer, gefestigt.

.....

S. 454

Der Europaplan Hitlers bedeutete das Heil für uns, das Heil für Alle."

Und das, mit den Ausdrücken grösster Verachtung für alle demokratischen Einrichtungen, wurde im Jahre 1950 in der Schweiz gedruckt!

Der Nationalrat, dessen bin ich gewiss, wird in seiner grossen Mehrheit, gleich wie das Schweizervolk, billigen, dass die Verbreitung dieses Buches untersagt worden ist und hierin nicht eine "manie d'interdictions" erblicken.

27. September 1950.

- 162 -

M. G r e s s o t : Je remercie tout d'abord M. le chef du département fédéral de justice et police de la "Gründlichkeit" avec laquelle il a répondu à ma modeste interpellation.

Pour ce qui concerne la première partie de sa réponse, relative à l'interdiction de conférences, je ne puis me déclarer satisfait. Le chef du département fédéral de justice et police affirme qu'il ne s'agit point d'une politique de balance, alors que la circulaire du ministère public fédéral, qu'il n'a ni démentie ni reniée, affirme au contraire une telle politique de balance.

En ce qui concerne la deuxième partie de sa réponse, quant aux principes à appliquer à l'avenir dans de tels cas, j'attends des actes pour en juger.

Pour ce qui concerne enfin l'interdiction du livre de Degrelle qui constitue à mon avis, je regrette de le dire, un scandale juridique et un acte arbitraire complet, la réponse ne me satisfait guère. On ne peut malheureusement pas - alors même que je m'associe pleinement aux sentiments anti-hitlériens exprimés par le représentant du Conseil fédéral - rayer le nazisme de l'histoire humaine. Ce n'est pas en interdisant des livres d'histoire, alors même qu'ils contiennent dans certaines de leurs parties des polémiques, qu'on arrivera à effacer le triste souvenir des heures tragiques de 1939/45.

Schluss der Sitzung um 19 Uhr 20.

Séance levée à 19 heures 20.
